

REVUE DE PRESSE

Les textes placés dans cette rubrique sont les résumés les plus fidèles possibles des articles répertoriés, ils ne sont en aucun cas l'expression du Collectif Romeurope

1er-15 FEVRIER 2010

EUROPE

En Europe, les enfants migrants disparaissent dans l'indifférence

Le Monde, 5 février 2010

En Europe, les mineurs isolés étrangers ou mineurs étrangers non accompagnés sont gommés des statistiques et leur fréquente disparition des institutions dans lesquelles ils ont été placés est peu prise en compte. Ils seraient 5000 sur le sol français. Ils viennent de partout : Afrique, Amérique latine, Asie, Europe de l'Est. En Belgique, des petites Roms de 9 ans sont utilisées par des gangs de cambrioleurs. Terre des Hommes appelle l'Union européenne à créer un statut spécifique des mineurs non accompagnés et un fichier qui faciliterait leur suivi et leur prise en charge.

L'Europe de l'Est peine à intégrer les Roms

Le Figaro, 15 février 2010

Depuis l'adhésion, en 2007, de la Roumanie et de la Bulgarie, l'Union européenne compte dix millions de citoyens roms. Partout indésirables, ils sont devenus à l'insu, comme le reconnaît la Commission européenne, « *une menace pour la cohésion sociale en Europe* ». Les Roms de l'est ont subi de plein fouet le coût social de la transition économique des années 1990. Une prise de conscience est venue d'abord de l'Union européenne, puis, au début des années 2000, de la Roumanie. Mais, ajoute Magda Matache, (Romani Criss), « *malheureusement les lois ne sont pas appliquées* ». D'où une migration en Europe de l'Ouest avec, commente le sociologue Nicolae Georghe la bénédiction de leurs gouvernants. La même chose se produit en Hongrie, Slovaquie, République tchèque, condamnée par la Cour européenne pour placer les enfants roms dans des écoles pour handicapés mentaux. En République tchèque, l'extrême-droite parle de « *rééducation des inadaptés* ». En Hongrie, le parti d'extrême-droite Jobbik et la milice « la garde hongroise », instrumentalisent le racisme anti-rom, jusqu'en Roumanie où plusieurs maisons roms ont été incendiées dans des préfectures peuplées de Roumains de souche hongroise. Alors que la Hongrie et la Roumanie plaident pour la création d'une agence européenne pour les Roms, Nicolas Georghe et Magda Matache craignent que cette initiative n'entretienne une forme de ségrégation à leur égard et plaident pour des politiques nationales. Ils refusent également de victimiser systématiquement les Roms et réclament des sanctions sévères contre les réseaux maffieux qui discréditent la communauté.

Hongrie

Discrimination à l'école : Strasbourg surveille la Hongrie

Hulala (les informations hongroises en français), 15 février 2010

Deux Roms hongrois de 23 ans ont déposé plainte auprès de la cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg pour discrimination, après que plusieurs tribunaux hongrois aient sous-estimé le bien-fondé de leur plainte. Au cours de leur scolarité, entre 1994 et 2002, Ils avaient été placés, sous prétexte de troubles de l'apprentissage, dans une école spéciale avec un programme d'études raccourci fait par des enseignants sans formation pédagogique.

Italie

Racisme/immigration : l'Italie s'engage à améliorer les droits de l'homme

Le Monde.fr, 9 février 2010

L'Italie a affirmé son engagement à combattre le racisme et la xénophobie lors de l'examen de son bilan en matière de droits de l'homme par le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies, notamment après les incidents racistes de Rosarno, qui ont donné lieu à une véritable « chasse aux Noirs ». De nombreux pays ont critiqué les mesures prises contre les Roms. Le représentant des Etats-Unis s'est ainsi inquiété du recensement des 160.000 Roma e Sinti vivant en Italie, y compris à l'aide d'empreintes digitales, qui, selon, lui, « *pourrait servir à perpétuer leur stigmatisation sociale* ».

Benoît XVI met l'accent sur la justice sociale

La Croix, 14 février 2010

Visitant, en tant qu'évêque de Rome, un centre d'accueil de la Caritas italienne, près de la gare de Termini, le Pape Benoît XVI a répondu à une femme à la rue, ainsi qu'aux familles à la rue, aux sans-papiers et aux Roms présents : « *L'Eglise vous aime profondément et ne vous abandonne pas parce qu'elle reconnaît en vous le visage de Jésus* ». Appelant à la charité tous les hommes de bonne volonté, Benoît XVI a ainsi marqué son adhésion à l'Année 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. A chacune de ses visites, comme à la Communauté Sant'Egidio en décembre dernier, le Pape évoque le chapitre 25 de l'Evangile de Matthieu : « *J'étais étranger et vous m'avez accueilli. J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger* ».

Roumanie/France

« Trafic d'être humains » : un secrétaire d'Etat français en Roumanie

Romandie news/AFP, 10 février 2010

Le secrétaire d'Etat français aux affaires européennes, Pierre Lellouche, se rend jeudi et vendredi à Bucarest pour des consultations sur « *le trafic d'êtres humains* » et « *l'intégration des minorités* ». Ce déplacement est lié à la présence d'environ 20 000 Roms en France, la plupart originaire de Roumanie. L'an dernier, 8 000 ont été reconduits en Roumanie, mais une partie revient clandestinement. Les objectifs du déplacement à Bucarest sont donc d'obtenir des garanties de la partie roumaine dans la répression des trafiquants et d'examiner les perspectives de renforcement des politiques d'intégration des minorités en Roumanie, y compris dans un cadre européen.

Roms expulsés de France : Bucarest s'engage à mieux suivre leur réinsertion

Le Monde, 11 février 2010

Lors du déplacement à Bucarest du secrétaire d'Etat français aux affaires européennes, Pierre Lellouche, le gouvernement roumain s'est engagé à nommer un secrétaire d'Etat chargé de la réinsertion des Roms, à envoyer un contingent renforcé de policiers et magistrats roumains en France, et à œuvrer avec la France pour mobiliser des fonds européens pour la réinsertion des Roms. Cette politique s'appuiera sur la conférence européenne de Cordoue (Espagne) sur les Roms en avril. Près des deux tiers des Roms expulsés de France (8000 en tout) y retourneraient, une fois touché le pécule de retour. Marian Titulescu, secrétaire d'état roumain à l'intérieur, a déclaré que la communauté rom était généralement « *réfractaire aux actions de réinsertion sociale* » et que « *le cadre juridique actuel ne permettait pas de restreindre le passage aux frontières* », la libre circulation s'appliquant à tous les citoyens européens.

Roms expulsés de France : la Roumanie s'engage à mieux suivre leur réinsertion

Le Point.fr, 11 février 2010

A l'issue de sa rencontre avec Pierre Lellouche, secrétaire d'état français aux affaires européennes au sujet de la situation des Roms, le premier ministre roumain, Emile Broc, a qualifié les discussions de « *très directes* » et évoqué une « *tolérance zéro* » à l'égard des réseaux criminels qui encouragent les Roms à se rendre clandestinement en France. « *Nous voulons traiter cette affaire de façon humaine et intelligente* » avait déclaré à son arrivée Pierre Lellouche soulignant que l'objet de cette visite « *ne divise pas la droite et la gauche* ». Il était accompagné par deux députés UMP et un député PS.

Roms : Paris cherche des solutions bilatérales et européennes

AFP, 12 février 2010

Lors d'un déplacement à Bucarest, le secrétaire d'état français aux affaires européennes a appelé à une « *mobilisation commune* » pour endiguer les allers-retours de Roms roumains en France et travailler au niveau européen à leur insertion. L'aide au retour humanitaire semble coûteuse (9 millions d'euros en 2009) et inefficace (les 2/3 des Roms retournés en Roumanie reviennent en France).

La France mobilise Bucarest sur le casse-tête des Roms

Le Figaro, 15 février 2010-02-15

Lors de la visite à Bucarest du secrétaire d'état français aux affaires européennes, M. Pierre Lellouche et le premier ministre roumain, M. Emil Boc, ont convenu de créer un groupe de travail interministériel pour mettre au point une feuille de route à propos de la minorité rom en Europe. M.Lellouche a souligné que « *le principe de circulation ne saurait être dévoyé au profit de réseaux criminels* » et reconnu l'inefficacité de l'aide au retour. En ce qui concerne l'aide à la réinsertion en Roumanie, à la coopération interétatique existante (4000€ par projet pour 400 projets), s'ajoutera une coopération au niveau des collectivités locales, comme le projet de scolarisation des enfants roms à Nantes présenté par Dominique Raimbourg, député PS. Un projet pilote devrait être présenté à la conférence européenne de Cordoue sur les Roms en avril. Côté français, pour éviter que les bénéficiaires d'aide au retour ne reviennent, un fichier national avec prise d'empreintes digitales entrera en fonction l'été prochain.

Slovaquie

Les tensions entre les Roms et non Roms sont les plus aiguës pour la plupart des Slovaques

Radio Slovakia international, 27 janvier 2010

Un sondage réalisé auprès d'un échantillon de 1159 personnes a montré que ,pour les Slovaques, les conflits entre les Roms et les non-Roms sont les plus aigus, suivis des conflits entre Slovaques et Hongrois , puis les tensions entre les riches et les pauvres. Les deux premiers conflits sont considérés comme les problèmes sociaux et politiques les plus médiatisés en Slovaquie.

Suisse

Les enfants roms ont disparu des rues de Genève

TSR, 3 février 2010

Depuis l'annonce par le Conseil d'Etat le 20 janvier dernier que les mendiants accompagnés de mineurs seraient interpellés par la police et que les enfants pourraient être confiés au Service de Protection des mineurs, voire retirés à leurs parents, les Roms ont disparu des rues de Genève. « *Ils ne sont pas très loin, en France*, explique Dina Bazarbachi (association Mesemrom). *Mais ils reviendront* ». Pour l'avocate, la présence des Roms en Suisse s'explique par le traitement qui leur est réservé en Roumanie, mais toutes les mesures prises à Genève ne les pousseront pas à retourner dans leur pays. « *La misère ne peut pas être éradiquée par la répression* », conclut-elle.

Genève veut empêcher la mendicité des enfants roms, quitte à les séparer de leurs parents

Le Monde.fr, 4 février 2010

Le 21 janvier, le Conseil d'Etat (le gouvernement cantonal) annonçait « *des mesures pour protéger les enfants mendiants à Genève* », en chargeant la police de les interpellier, de les conduire au Service de protection des mineurs, et éventuellement placés dans des foyers et scolarisés. Le but est « *d'assurer la dignité de ces enfants durant leur séjour à Genève* ». Pour Dina Bazarbachi, avocate et directrice de Mesemrom, « *cette annonce pleine de bons sentiments et faite sans concertation* » s'inscrit dans un contexte de plus en plus répressif : loi contre la mendicité, amendes distribuées, destruction systématique des abris de fortune. Pierre-André Dettwiller, de la direction générale de l'office de la jeunesse, précise que « *si les Roms font cesser la mendicité de leurs enfants, aucune mesure d'autorité ne sera prise* ». Où iront alors les mineurs ? Au chaud, dans les foyers, répond le fonctionnaire. De scolarisation, il n'est pour l'instant, plus question. 70 Roms en hiver, 150-200 au beau temps mendient dans les rues de Genève. Sédentarisés, originaires du département d'Alba, ils font plusieurs allers-retours chaque année entre la Roumanie et la Suisse.

Genève bientôt prête à accueillir des enfants roms absents

Le Courrier, 6 février 2010

Plus de deux semaines après la décision du Conseil d'Etat, de prendre des mesures pour protéger les mineurs mendiant à Genève, le dispositif est toujours au point mort. Le groupe de travail du Département de l'instruction publique (DIP) a deux préoccupations, d'après Jacqueline Horneffer, secrétaire adjointe du DIP, l'accès à un toit pour les familles et un accueil pour les enfants pendant la journée. Mais au vu du vide laissé dans les rues par les déclarations du Conseil d'Etat, restera-t-il des enfants à accueillir la semaine prochaine ?

Lausanne. Quand les socialistes ont peur des Roms

24 heures.ch, 4 février 2010

Avec la campagne des élections communales de 2011, le nouveau thème des partis politiques est la question de la mendicité et des Roms. L'UDC veut l'interdiction de la mendicité, suivie par le centre-droit, et plus curieusement, des Verts. Les Socialistes proposent d'une part d'amender ceux qui donnent de l'argent aux enfants et d'autre part de faire participer Lausanne à l'intégration des Roms dans leur pays d'origine. En réalité, ils n'osent pas dire qu'ils sont contre l'interdiction, surtout une année avant les élections.

FRANCE

Des parlementaires dénoncent la non-scolarisation de milliers d'enfants roms

AFP, 10 février 2010

Plusieurs parlementaires de gauche, sénateurs comme Michel Boillout et Odette Terrade (PCF) et députés, comme François de Rugy et Noël Mamère (Verts) ont dénoncé, au cours d'une conférence de presse, la non-scolarisation de milliers d'enfants roms, un chiffre évalué entre 5 et 7 000 par le Collectif Romeurope. Ils ont dénoncé la précarité de vie des familles, la quasi impossibilité d'accéder au travail et aux prestations sociales. Des enfants roms, des éducateurs et des membres d'associations ont témoigné sur ces différents sujets.

Le MRAP veut un logement pour tous les Roms.

JDD, 12 février 2010

A la suite de la mort d'un enfant rom à Orly, le MRAP (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) réclame à nouveau que l'Etat « *mette fin aux mesures transitoires qui empêchent les Roms de travailler normalement en tant que citoyens de l'Union européenne.* »

Aquitaine

Retour à la case Sofia

Sud-Ouest, 4 février 2010

200 Roms Bulgares se sont rassemblés le 3 février pour obtenir des bons de départ, distribués par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) : un voyage aller gratos, assorti d'une somme de 300 € par adulte et de 100 € par enfant. Cette initiative, dont la préfecture de Gironde dit « *ne rien savoir* », aurait été initiée par les Roms bulgares qui galèrent à Bordeaux et dans l'agglomération. Le 16 février, un avion emmènera 200 d'entre eux à Sofia. Un retour exceptionnel qui inquiète Jérôme Lobao, de l'association Procom. : « *Ils ne savent pas ce qu'il y a derrière cette invitation. Ils vont être fichés Oscar* ». Oscar est un fichier qui permet de déceler les éventuels resquilleurs qui profiteraient plusieurs fois de l'aide au retour. Maria a obtenu son billet de retour. Elle et ses filles reviendront-elles ? Elle sourit, mais ne répond pas. Nadia, elle résume : « *Pas de travail en France, pas de travail en Bulgarie. Pas contente de partir. Avec l'argent, on va voir quelque temps. Et après...* ».

Bourgogne

A Dijon, chasse aux Roms et propagande xénophobe, ça suffit !

Le Jura Libertaire, 10 février 2010

Depuis une semaine, la chasse aux Roms s'est à nouveau déchaînée à Dijon, dans le but apparent de vider les casernes abandonnées où une centaine d'entre eux vit tant bien que mal. En dépit du sursis accordé par le Tribunal d'instance, le harcèlement policier quotidien s'est aggravé : contrôles, arrestations, menaces, filatures policières, distribution d'OQTF (Obligation de quitter le territoire français). Chaque fait et geste des Roms donnent lieu à une judiciarisation permanente. Or les récentes accusations pur escroquerie à la CAF et à la CPAM, pour recel, aide au séjour irrégulier, escroquerie auprès de personnes vulnérables, ont, pour la plupart donné lieu à des non-lieu avant même d'être jugées. En fait, au-delà des litanies sur les organisations qui tirent profit de la mendicité et des vols et qui esclavagisent un peuple à l'échelle d'un continent, comme aime à le rappeler la presse locale (Le Bien Public) relayée par les élus locaux, la discrimination dont souffrent les Roms vient des dispositifs et pratiques institutionnels qui perdurent en France, comme dans la plupart des pays de l'Union européenne, et ce malgré les incantations de la Commission européenne pour que cessent ces discriminations. Au-delà des solutions qu'apportent les associations pour leur permettre des conditions de vie décente, les Roms ont besoin d'un soutien, visible, concret, politique pour faire cesser ce harcèlement xénophobe.

Ile-de-France

Paris

Un nouveau centre d'accueil pour les SDF

Europe 1, 2 février 2010

Un accueil de nuit, rue Bleue, a été ouvert le 25 janvier par la mairie de Paris. Il accueille jusqu'à 29 personnes isolées, notamment des Roms.

Prostitution : des mineures roms sur les Champs

Le Journal du dimanche, 13 février 2010

Un réseau de prostituées roms, dont deux mineures, a été démantelé en début de semaine dans un camp de Noisy-le-Sec. La prostitution des mineures, même marginale, est une réalité à Paris : elle touche des Nigérianes dans le 18ème, de jeunes Roumains près de la gare du nord, des jeunes Afghans dans le 10ème. Dans une lettre au préfet, Myriam El Khomri, adjointe au maire de Paris chargée de la protection de l'enfance, appelle à « *dépasser la phase de diagnostic pour engager un plan d'action de tous les services pour enrayer ce phénomène* ».

Seine-Saint-Denis

L'Etat prend-il les Roms en grippe ?

Youphil, 3 février 2010

Pour Jean-François Corty, directeur des opérations chez Médecins du Monde, les 3 000 Roms de Seine-Saint-Denis n'ont pu bénéficier des informations sur le vaccin qu'en janvier. « *Parmi les Roms, confirme Jalila Bouazid, coordinatrice du projet Rom en Seine-Saint-Denis, il y a beaucoup de jeunes enfants, de femmes enceintes qui auraient dû être pris en charge plus tôt* ». La préfecture de Seine-Saint-Denis assure que tout a été mis en œuvre pour permettre aux Roms, comme à toutes les

populations précaires, de se faire vacciner. En concertation avec la DDASS qui fournit les vaccins, MDM a mis en place des équipes mobiles qui ont visité 17 camps depuis le 6 janvier et vacciné une centaine de personnes. La préfecture signale aussi l'implication de la Croix-Rouge et du Comité d'aide médicale (CAM). Pour Jean-François Corty, « *la grippe A est révélatrice de la situation. Cette population est, comme souvent la dernière roue du carrosse. La couverture vaccinale des enfants roms est de 15% seulement* ».

Montreuil

Dominique Voynet répond à Pierre Chopinaud à propos des Roms de Montreuil

Le Monde, 5 février 2010

Dans une tribune, Dominique Voynet, maire de Montreuil, se montre « *particulièrement choquée* » par l'article « Le purgatoire des Roms », publié le 11 janvier dernier. Elle regrette notamment les allusions de Pierre Chopinaud à l'encontre des agents de la ville accusés de traquer les Roms sans le moindre respect. Elle rappelle que sa municipalité a initié, en 2008 une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), la plus grande de France. Dans ce cadre, 175 Roms ont été déménagés des box de voitures insalubres où ils vivaient sur un terrain aménagé par la ville qui a mis à leur disposition des caravanes, des sanitaires, de l'eau et de l'électricité et un accompagnement social. Elle accuse certains groupes activistes d'instrumentaliser les Roms. Elle préconise enfin une vision du problème à l'échelle de la région, du Pays et de l'Europe « *pour que chacun prenne sa part de responsabilités face aux réfugiés économiques, politiques et bientôt climatiques* ».

Dominique Voynet a reçu des lettres de menace avec une balle

Le NouvelObs.com, 12 février 2010

La sénatrice-maire de Montreuil (Verts), Dominique Voynet, a reçu une lettre de menaces accompagnée d'une balle. Pour cet envoi, - troisième du genre depuis novembre - , elle a déposé plainte. « *Depuis plusieurs semaines, des menaces ont été envoyées à un autre élu, un agent municipal et à mon directeur de cabinet avec comme prétexte la politique de la municipalité en faveur de l'accueil des Roms* ».

Montreuil. Une Saint-Valentin originale

Le Parisien.fr, 13 février 2010

Parmi les « cinq idées pour épater votre partenaire » à l'occasion de la Saint Valentin, Le Parisien a sélectionné une soirée gitane à Montreuil. Après l'ouverture des festivités par le cinéaste Tony Gatlif et le metteur en scène Armand Gatti, de nombreux musiciens internationaux se produiront sur scène, avant le banquet rom qui sera servi aux convives. « *Nous voulons rapprocher les habitants de Montreuil de la communauté rom* », rêve tout haut Saimir Mile, le président de l'association La Voix des Roms.

Soutien des Roms à Fleury

Le Parisien, 14 février 2010

Le maire de Fleury (Essonne), David Derrouet (PS) a approuvé une pétition de 500 signatures pour la « délocalisation des deux bidonvilles de Fleury ». Associatifs et Roms ont manifesté devant la mairie pour protester, affirmant que cette délocalisation des camps roms n'était qu'une expulsion et réclamant une discussion globale avec le préfet : le maire la réclame aussi.

Noisy-le-sec. Nouvel incendie dans un camp rom

La Croix, 11 février 2010

Un incendie a partiellement détruit un camp de Rom à Noisy-le-Sec (Seine Saint-Denis). 140 roms ont été évacués, mais y sont retournés, refusant l'hébergement d'urgence proposé par la préfecture.

Orly : un petit garçon meurt dans l'incendie d'un camp rom.

Le Parisien, 8 février 2010

Dimanche soir, dans un campement rom d'Orly, un incendie a enflammé deux cabanons et coûté la vie au petit Stephan (3 ans). Sa petite sœur, Francesca (2 ans), a été très grièvement brûlée. Une vingtaine de sinistrés ont été abrités dans un gymnase voisin ouvert par la municipalité (Divers gauche). Le Collectif Rom évoque « *un chagrin immense* » et dénonce les expulsions sans relogement et la précarité dangereuse dans lesquelles sont maintenues les familles roms. Il réclame une réunion avec la préfecture du Val-de-Marne.

Mort d'un second enfant après l'incendie rom à Orly

NouvelObs.com, 9 février 2010

Après son frère, une fillette d'un an est décédée à la suite de l'incendie qui a pris dimanche soir dans un campement rom d'Orly et détruit plusieurs caravanes et cabanons.

Midi-Pyrénées

Une escroquerie à 500.000 €

La Dépêche, 13 février 2010

Dans l'agglomération toulousaine, la police est intervenue dans le camp des gens du voyage de la Flambère et dans une maison de la rue Vauquelin pour mettre fin à une vaste escroquerie. Un couple de Roumains a ouvert des comptes pour de jeunes Roms avec de fausses fiches de paye pour utiliser les cartes bancaires et les carnets de chèque. L'escroquerie se monterait à 541 000 €. Nicole Dedebar, adjointe verte à la mairie, a critiqué « *des méthodes violentes et impropres* » dans l'intervention policière. La police a argué de « *raisons de sécurité* » et a nié toute violence et tout incident.

Nord-Pas-de-Calais

Calais. 6 et 10 ans fermes pour deux Roms accusés de viol sur mineur

La Voix du Nord, 29 janvier 2010

Deux jeunes Roms (16 et 19 ans au moment des faits) ont été condamnés à 6 et 10 ans de prison par la Cour d'assises du Pas de Calais, siégeant à huis clos, pour agression contre une adolescente de 14 ans. Les deux accusés auraient reconnu les faits, l'un totalement, l'autre partiellement.

Des Roms délogés à Cappellebroucke

La Voix du Nord, 3 février 2010

Le 25 janvier, une trentaine de Roumains a quitté le terrain privé sur lequel elle était installée à Cappellebrouck. Le MRAP ET la Ligue des Droits de l'Homme ont condamné cette expulsion. Les Roms, qui, d'après les autorités, seraient partis d'eux-mêmes, se seraient installés dans le Boulonnais.

10 familles roms emménagent dans une école de Ronchin

France 3, 1er février 2010

Depuis lundi matin, le Père Arthur et les bénévoles se mobilisent pour accueillir les 10 familles roms dans une école de Ronchin. , malgré les craintes des riverains. Elles pourront y rester cinq mois. Un suivi médical et scolaire sera assuré auprès des 35 enfants.

Tourcoing. A l'hôtel Lemon, Samfila ouvre une fenêtre sur son passé

La Voix du Nord, 10 février 2010

A l'hôtel Lemon, Samfila, Zarif et leurs six enfants se répartissent dans quatre chambres. Ils ont quitté le Monténégro, il y a 7 ans, à cause des agressions et du manque de travail, ont gagné la France, puis le Nord. Ils ont du déplacer leur caravane entre Lille, Roubaix et Tourcoing, au gré des expulsions, avant de trouver cet hébergement stable. Quatre enfants vont à l'école primaire, Renato (18 ans) est au lycée. Sabrina (22 ans) cherche une place dans une école pour jeunes adultes. Les deux aînés font du bénévolat pour l'association Ludopital, qui recycle des jouets pour les petits malades. Ce que souhaite Samfila ? « *Du travail, des papiers, que les enfants puissent continuer à aller à l'école* ». Zarif, le père, dispose d'une promesse d'embauche de travail, mais, sans papiers, il attend. Alors, au dehors, lui qui était mécanicien au Monténégro bricole le moteur d'une voiture.

Tourcoing. Lucianna ou la vie en devenir

La Voix du Nord, 13 février 2010

Calin, Crina et leurs 5 enfants sont arrivés, il y a quelques jours, à l'hôtel Lemon. Ils ont quitté la Roumanie après l'accident qui a contraint Calin à abandonner son métier de bûcheron et à cause des discriminations qui les ont contraint à l'exil. Crina, elle, faisait des ménages. Lucianna, l'aînée des enfants, porte la parole de ses parents, Un peu timide, elle esquisse un sourire. Elle est scolarisée en CM2. C'est déjà une fillette comme une autre.

Villeneuve d'Ascq. Le ministre s'occupe des Roms

La Voix du Nord, 14 février 2010

Interpellé par le maire de Villeneuve d'Ascq, Gérard Caudron, au sujet de la présence des Roms sur sa commune, le cabinet du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a répondu que le problème doit être traité à l'échelle de l'agglomération lilloise. Il ajoute que la force publique est intervenue plusieurs fois et que le maire dispose de pouvoirs de police pour contrôler ou interdire la mendicité. .

Pays de Loire

Agglomération nantaise

Rezé. Interpellation houleuse dans un camp de Roms

Ouest-France, 3 février 2010

Une centaine de policiers et gendarmes a pris position hier sur le site d'un campement rom dans les abattoirs de Rezé. Ils venaient procéder à l'arrestation de trois personnes, soupçonnés d'avoir commis une tentative de cambriolage. Au cours de cette arrestation, un enfant a été blessé légèrement.

Rezé ne veut plus de Roms

20 Minutes. fr, 15 février 2010

Le maire de Rezé, Gilles Retière (PS), a réclamé au préfet l'expulsion des Roms installés sur les anciens abattoirs de sa ville qui, explique-t-il, « *nous posent beaucoup de problèmes de sécurité publique* ».

Angers. Les Tsiganes, une réalité humaine à découvrir

Ouest-France, 8 février 2010

Professeur de géographie sociale à l'université d'Angers, auteur de « Quartiers tsiganes », Samuel Delépine bat en brèche les images qui collent aux basques des Tsiganes. Il rappelle que , même s'il s'est divisé en plusieurs branches, Manouches, Gitans, Roms, ce peuple est surtout caractérisé par l'extraordinaire diversité des familles. Parti en Roumanie pour étudier la géographie urbaine, Samuel Delépine a été interpellé par la présence de grands quartiers roms : jusqu'à 15 000 personnes à Bucarest. Dans toute l'Europe de l'est, les Tsiganes sont sédentaires. En France, la moitié est itinérante, mais dans des « polygones de vie », des parcours organisés autour d'un centre économique. En Anjou, ils se déplacent de terrain en terrain dans l'agglomération et scolarisent leurs enfants à Angers.

Provence Côte d'Azur

Marseille : la Ville met la pédale douce

Les locataires de l'hôtel meublé de la rue des Musées n'ont pas été expulsés, bien que sous la menace d'un arrêté de péril du 26 janvier dernier. Les familles roms qui y habitent payent leur loyer. « *Elles n'auront d'autre possibilité que de finir dans un squat* », explique Alain Fourest, de Rencontres tsiganes, qui s'est mobilisé avec de nombreuses autres associations. Le propriétaire étant défaillant, la

Ville de Marseille a repris la concession depuis le début de l'année. José Allegrini, adjoint à la sécurité civile, craint les risques d'incendie, mais « *je ne peux me résoudre avec ce froid à faire partir les locataires* » ajoute-t-il. Un agent du Service sécurité incendie sera maintenu devant l'immeuble et, dans un deuxième temps, l'évacuation et le relogement des locataires seront étudiés au cas par cas.

Lionel Luca, député des Alpes maritimes, et les Roms

[Nicerendez-vous.com, 13 février 2010](#)

Lionel Luca, député des Alpes maritimes a accompagné Pierre Lellouche, secrétaire d'état aux affaires européennes, dans son voyage à Bucarest et participé à la création d'un groupe de travail franco-roumain sur les questions migratoires. Il a évoqué avec le ministre de l'intérieur roumain la situation des Roms dans les Alpes Maritimes venus pour la plupart d'Alba en Roumanie.

Rhône-Alpes

Oullins. L'installation de Roms dans l'école perturbe la vie de la Saulaie

[Le Progrès, 10 février 2010](#)

Arrivées de Lyon, Vénissieux ou Saint-Fons, où elles ont été expulsées de leurs précédents squats, des dizaines de familles se sont installées à Oullins (sud de l'agglomération lyonnaise) dans l'ancienne école Jean-Jaurès dans le quartier de la Saulaie, mais aussi dans de petits immeubles vides le long de l'Yzeron et dans une entreprise désaffectée le long de l'autoroute A7. Dans l'école, les fenêtres sont isolées avec de vieux chiffons pour garder un peu de chaleur. Ici et là des vêtements sèchent, des vieux fauteuils sont disposés dans les couloirs, une famille se retrouve autour d'un four improvisé, des jeunes hommes jouent aux cartes au son d'une musique techno. Pour le maire d'Oullins, François Noël Buffet, « *la ville ne peut plus tolérer cette présence* », qui dégrade la vie à la Saulaie. Il explique que la mairie a pris à ses frais le nettoyage de la zone et l'installation de 5 bacs à ordures. Mais il se trouve abandonné par le Grand Lyon et l'Etat qui n'apportent aucun soutien. Il a saisi le Tribunal pour que soient engagées les mesures d'expulsion, normalement à la fin du mois. Les associations présentes sur les squats organisent aujourd'hui une rencontre entre squatteurs et riverains, soulignant « *qu'il est important que les barrières tombent entre les familles présentes dans squats et les habitants de la Saulaie et les Oullinois* ». Le maire ne voit pas d'un bon œil cette réunion, considérant que toutes les conditions ne sont pas réunies pour son bon déroulement.

CULTURE

Un roman Rom au Kosovo

[Hulala \(l'information hongroise en français\), 1er février 2010](#)

Le quartier de la Fabrique, nom du quartier rom de Mitrovicsa (Kosovo), est au cœur du roman-documentaire de Gianni Pirozzi. Un voyage au cœur des Balkans, avec trafic d'armes, conflits interethniques, et déchirement de la communauté rom.

[Le Quartier de la Fabrique, Collection Rivages/noir, 346 pp. Octobre 2009, 9 €.](#)
(autre roman du même auteur : *Romicide*, Coop Breizh, 157 pp, février 2001)

16-28 FEVRIER 2010

EUROPE

Le Parlement européen vote en faveur des aides au logement pour les Roms

Toute l'Europe, 18 février 2010

Pour combattre les violences et les discriminations dont sont victimes les Roms, la Commission européenne avait adopté le 11 mars 2009 une résolution sur la situation sociale des Roms et l'amélioration de leur accès au travail dans les pays de l'Union européenne. Le Parlement européen a voté, en coopération avec la Commission européenne, de nouvelles règles d'application du Fonds européen de développement régional (FEDER). Désormais, dans le domaine du logement, l'éligibilité des interventions sera étendue aux régions rurales et à l'habitat précaire, ce qui permettra la rénovation et le remplacement des logements des communautés marginalisées, notamment les Roms. Le Parlement insiste pour que l'attribution de ces fonds soit accompagnée d'actions nationales d'éducation, de santé, d'emploi et de sécurité dans les zones où des opérations seront réalisées.

Bosnie

Discrimination : initiative pour amender la constitution

AFP, 10 février 2010

Le Parlement bosniaque a demandé au gouvernement d'entamer une procédure de révision de la Constitution. A la suite de plaintes de deux citoyens, un juif et un rom, qui ne pouvaient accéder à certaines fonctions électorales du fait de leur origine, cette constitution avait été jugée discriminatoire par la Cour européenne des droits de l'Homme.

Italie

Rome détruit l'un des plus grands camps roms d'Europe

Le Monde, 15 février 2010

Lundi 15 février au matin, ont été détruites les dernières baraques du camp de Casalino 900 aux portes de Rome. C'était un des plus grands bidonvilles d'Europe. Il abritait un millier de Roms ressortissants du Monténégro, du Kosovo, de Macédoine et de Bosnie. Les habitants seront relogés dans des habitations préfabriquées au-delà des limites de la capitale italienne.

Hongrie

Tony Gatlif : la voix des Roms

Hulala (les actualités hongroises en français), 26 février 2010

« Liberté », le film de Tony Gatlif, sorti ce mercredi en France, rappelle l'holocauste (Porajmos en hongrois) des Tsiganes pendant la deuxième guerre mondiale qui a fait entre 200.000 et un million de morts, mais a été largement occulté. Si les Roms sont en partie responsables de cette lacune des livres d'histoire, l'ampleur du génocide contre les juifs y a aussi contribué. Lorsque Simon Wiesenthal avait demandé à Elise Wiesel que les Roms soient représentés dans le Holocaust Memorial Council dont il était le président, celui-ci lui a répondu « *qu'il ne fallait pas dévaluer l'Holocauste* ». Alors que, dans les endroits branchés de la capitale, on les cantonne à un folklore pour bobos, les Roms continuent à être la cible des attaques de l'extrême droite hongroise. Le Jobbik, qui parle de « *criminalité rom* », pourra, lors des prochaines élections, cristalliser là-dessus la colère de la population fragilisée par la crise, s'appuyant sur des statistiques de délinquance et de chômage. Les défenseurs des Roms rappelleront les discriminations dont les Roms sont victimes et les assassinats racistes qui les ont frappés. La voix de Tony Gatlif portera-t-elle jusqu'en Hongrie ? Verra-t-on « Liberté » sur les écrans hongrois ? Rien n'est moins sûr...

Kosovo

Halte aux retours forcés au Kosovo

Le Temps, 25 février 2010

Dans une opinion donnée au journal suisse, le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammarberg, juge inhumain le renvoi d'une population dans un pays incapable de lui venir en aide. Alors que les renvois forcés des pays européens (surtout Suède, Allemagne, Autriche) se sont élevés à plus de 2600 l'an dernier, les pays européens font pression sur le Kosovo, qui ne peut leur résister, pour augmenter le nombre d'expulsés vers ce pays. Thomas Hammarberg a pu constater au cours de ses visites au Kosovo, que les conditions n'étaient pas réunies pour une réintégration durable des réfugiés, et encore moins des Roms : emploi, scolarisation, logement. Pire, il a pu observer qu'un certain nombre de familles se sont retrouvées dans des camps contaminés par le plomb, près de l'ancienne mine de Treca, au nord de Mitrovica. Cette politique inhumaine (en particulier pour les enfants expulsés du pays même où ils sont nés et ont grandi) est en plus inefficace : 70 à 75 % des personnes renvoyés au Kosovo auraient depuis gagné une autre destination. L'argent dépensé par les pays européens pour renvoyer les Roms au Kosovo serait mieux employé en finançant des mesures d'insertion sociales de ces personnes.

Roumanie

Le chef de la diplomatie roumaine accusé de propos racistes contre les Roms

NouvelObs.com, 16 février 2010

« *Il y a certains critères physiologiques, naturels, de criminalité dans certaines communautés roumaines* » en France « *surtout chez les Roms* » a déclaré Teodor Baconschi, ministre des affaires étrangères roumaines, lors de la visite à Bucarest de M. Pierre Lellouche, secrétaire d'état français aux affaires européennes. Des organisations de défense des droits civiques ont demandé la démission du

ministre pour ces propos qualifiés par elles de « *racistes* ». Ce que réfute le ministère qui explique que le ministre n'a pas exprimé « *de manière adéquate* » le message qu'il voulait faire passer.

Roumanie : manifestation anti-raciste à Bucarest

Europe1.fr, 24 février 2010

Plus de 200 représentants d'ONG et de la minorité Rom ont demandé mercredi la démission du ministre roumain des Affaires étrangères, l'accusant de « *racisme* », pour avoir déclaré : « *nous avons des problèmes physiologiques, naturels, de délinquance au sein de certaines communautés roumaines et notamment des communautés de ressortissants roumains d'origine rom* ».

République tchèque

Un parti raciste tchèque dissout

Le Figaro, 17 février 2010

Le Parti ouvrier (DS), petite formation d'extrême-droite, a été dissoute par la Cour administrative suprême tchèque. Il était accusé d'être derrière plusieurs attaques contre les Roms.

L'extrême-droite tchèque se reforme

Europe 1.fr, 20 février 2010

Le Parti Ouvrier (DS), accusé d'être derrière plusieurs attaques contre les Roms et dissout cette semaine par la justice, va poursuivre ses activités sous le label d'une nouvelle formation, le Parti Ouvrier de la Justice Sociale (DSSS).

FRANCE

Les Roms-Tsiganes à nouveau boucs-émissaires ?

Le Monde, 25 février 2010

7 chercheurs du groupe Urba-Rom , Marie Bidet, Grégoire Cousin, Samuel Delépine, Régis Guyon, Olivier Legros, Martin Ollivera et Xavier Rothéa, réagissent à l'article du Monde du 15 février relatant la visite du secrétaire d'état français Pierre Lellouche à Bucarest , les 11 et 12 février. Ils reviennent notamment sur les formules « *trafics d'êtres humains* » et « *exploitation de la mendicité* » utilisées à propos des migrations des Roms roumains. Ils relèvent qu'on ne trouve aucune trace ou de jurisprudence reconnaissant l'existence de ce délit. Mais, en véhiculant ce type de discours, ajoutent-ils, les autorités font d'une pierre deux coups : elles légitiment la nécessité de contrôler étroitement ces groupes et s'apprêtent de ce fait à restreindre la liberté de circulation, qui figure pourtant parmi les principes fondateurs de la citoyenneté européenne. Face à des groupes considérés comme « *dangereux* », l'administration réinvente donc sa « *politique tsigane* » selon un schéma bien connu des historiens : identification des personnes et limitation de la circulation (y compris en mettant sur pied un fichier d'empreintes digitales). De plus on homogénéise, comme en Italie, des groupes étrangers sur une base ethnique. Ces chercheurs pensent donc que les raisons de s'inquiéter sont donc réelles pour les Roms comme pour l'ensemble des citoyens européens. « *Avec « Liberté », de Tony Gatlif, le cinéma nous rappelle que les mesures administratives contre les Tsiganes ont toujours été liées à des périodes douloureuses de l'histoire contemporaine* ».

L'Humanité des débats. Enfants Roms

L'Humanité, 27 février 2010

L'Humanité fait paraître un dossier à la suite de la conférence de presse du 10 février à l'assemblée nationale concernant la scolarisation des enfants roms.

Pour Anna Musso, 5 à 7000 enfants (40% des Roms présents en France) sont arrivés ou arriveront à l'âge de seize ans sans avoir fréquenté l'école. La raison en est dans les blocages à tous les niveaux institutionnels, de la commune à l'état. L'absence de domiciliation est le motif le plus fréquent de refus pour inscrire un enfant à l'école alors que la loi ne demande pas de justificatif. La non-scolarisation de ces enfants est très grave pour eux comme pour la société.

Le sénateur Michel Billout (PG) souligne les conséquences négatives des mesures restrictives exercées vis-à-vis des Roms bulgares et roumains, alors qu'ils sont citoyens européens, notamment dans le domaine de l'emploi. Il appelle à la levée de ces restrictions qui empêchent les Roms de subvenir à leurs besoins.

Valérie Rosso-Debord, députée UMP, pense qu'il est inacceptable de laisser les enfants roms à la rue, mais qu'il est stérile d'accuser les pouvoirs publics et locaux d'être les responsables d'une situation qu'ils ne contrôlent pas. Elle pense qu'il faut une mobilisation de tous les acteurs communaux et éducatifs et signale que le gouvernement soutient « les villages d'insertion » en Seine Saint-Denis et vient de s'engager à soutenir la MOUS de Montreuil. La coopération bilatérale avec la Roumanie va être renforcée après le voyage de Pierre Lellouch. Il importe que la France soit une force de proposition au prochain sommet rom européen de Cordoue, le 8 avril prochain.

Michel Fèvre, enseignant et responsable de Romeurope 94, rappelle que tous les enfants français et étrangers ont une obligation scolaire entre 6 et 16 ans. Et que pourtant 5000 enfants roms n'ont pas accès à l'école, un scandale qui dure depuis dix ans. Pour que le droit à l'éducation de ces enfants soit effectif, il en appelle aux maires, aux conseils généraux, aux inspections académiques pour qu'ils respectent leurs obligations et leurs missions dans ce domaine. Il réclame aussi l'arrêt des expulsions de terrains ou de squats et des conditions de vie dignes pour les familles et leurs enfants. C'est pour cela qu'a été créé le Collectif pour le droit à l'éducation des enfants roms.

Michèle Mézard (MDM) souligne, elle aussi, la responsabilité de certaines municipalités, de certains départements et de l'éducation nationale dans ce problème, tout en rappelant que, dans l'ensemble, les enseignants sont très accueillants. Quant à l'Etat, par la voix de Pierre Lellouche, secrétaire d'état aux affaires européennes, il invoque tous les moyens pour renvoyer les Roms dans un pays où ils ne sont même pas accueillis. En France la scolarisation des enfants roms s'inscrit dans une tradition d'accueil. Elle est un facteur positif pour la santé des enfants et aide les familles à s'intégrer dans la société. L'expérience le montre, en Val-de-Marne par exemple.

Enfin, Aurélie Bonte, éducatrice spécialisée à l'association régionale d'étude et d'action sociale auprès des gens du voyage et des Roms migrants dans le Nord, témoigne des actions des équipes de l'AREAS : accompagnement administratif et scolaire des enfants, activités périscolaires. Elle souligne aussi les obstacles : manque de classes spécialisées, expulsions régulières qui brisent les parcours de scolarisation, conditions de vie sans hygiène. Elle conclut : « *en aidant les enfants à se scolariser, j'espère leur permettre d'accéder à une vie meilleure* ».

Aquitaine

Agglomération bordelaise

« Retour volontaire » pour 200 Roms

Le Figaro, 16 février 2010

200 Roms d'origine bulgare doivent quitter Bordeaux pour Sofia, bénéficiant d'une aide au retour (300 € par adulte, 100 par enfant). « *Une opération coûteuse et inutile* déclare Jérôme Lobao (association Procom), qui a indiqué que plusieurs ont l'intention de revenir dans une dizaine de jours. 400 Roms vivent dans l'agglomération bordelaise, indique l'association Procom, et sont condamnés à la misère, parce qu'ils ne peuvent pas travailler.

Les Roms bulgares de Floirac

Sud-Ouest, le 16 février 2010

120 personnes vivent sur ce camp, le plus grand de l'agglomération bordelaise, dans deux maisons abandonnées et des cabanes installées dans un terrain vague depuis 4 ans. La CUB (communauté urbaine de Bordeaux) a envoyé des engins pour évacuer des ordures et installer du gravier. La mairie de Floirac a amené du bois. Depuis la semaine dernière, des poubelles ont fait leur apparition. Mais, entre poêle à bois bricolé et branchements sauvages à l'électricité, les habitants du bidonville vivent sans eau, dans des conditions stupéfiantes. Dans le camp, Nicolas Cartron, un jeune instituteur qui a obtenu de sa hiérarchie 25 heures de disponibilité jusqu'à la fin de l'année, peut se consacrer à la scolarisation des enfants, dont une dizaine fréquente l'école. Certaines familles s'apprêtent à reprendre l'avion pour la Bulgarie et bénéficient de l'aie au retour. « *300 euros, c'est 5 mois de salaire en Bulgarie, forcément c'est tentant* » ironise Jérôme Lobao de l'association Procom. Sauf que... « *Je reste là-bas une quinzaine de jours et je reviens* » annonce l'un des partants. « *Et quand les maisons vont tomber, où va-t-on aller ?* » interroge ceux qui restent. « *Qu'on leur donne une carte de séjour, et du travail, ils en trouveront* » assure Jérôme Lobao. « *Et un logement aussi* ».

200 Roms renvoyés vers Sofia

Sud-Ouest.com, 18 février 2010

Cabas en plastique à la main, piles de vêtements sur le dos, 200 Roms bulgares sont repartis ce matin par avion pour Sofia. Ils reçoivent un pécule et se font fichier au fichier OSCAR qui interdit un nouveau retour aidé. Jérôme Lobao de l'association Procom dénonce ces départs « *qui n'ont rien d'humanitaire, mais sont un moyen de gonfler les chiffres et de faire plaisir au ministre* ». Et il annonce les retours vers la France. Dans un des squats qui abrite quelques-uns des 400 Roms qui vivent dans l'agglomération bordelaise, Daniel Binka et leurs 4 enfants s'entassent dans une petite pièce chauffée au bois. Une dizaine de leurs compagnons sur 50 est partie, mais leurs chambres vides attendent leur retour.

Bourgogne

Dijon : un collectif de soutien aux Roms

France 3 Bourgogne, 25 février 2010

Une cinquantaine de Roms d'origine roumaine, installés dans une ancienne caserne de Dijon et qui ont obtenu un sursis à expulsion de 4 mois, ferait l'objet de pressions et de poursuites injustifiées. Un Collectif de soutien s'est constitué notamment avec RESF et a tenu une réunion d'information le 23 février à Dijon.

Escroquerie à la CAF : non lieu pour les Roms

Le Bien Public, 26 février 2010

Les Roms de nationalité roumaine interpellés pour escroquerie à la Caisse d'allocation familiales (CAF) ont bénéficié d'un non-lieu. Pour M^o Clémang, leur avocate, « *leurs droits ont été ouverts par la CAF qui a pensé qu'ils avaient ces droits sociaux parce que, en tant que Roumains, ils étaient européens* ».

Centre

A Orléans, le relogement de Roms crée la polémique

La gazette des communes, 10 février 2010

A la suite d'un incendie, deux familles roms de 13 personnes ont été relogées dans une salle municipale d'Orléans. Une solution a été trouvée pour transférer ces familles dans un foyer à Chalette-sur-Loing, à 80Km d'Orléans. Les familles refusent ce transfert, soutenues par un comité de soutien, que Florent Montillot (Nouveau Centre) adjoint à la tranquillité publique accuse « *d'instrumentaliser la misère des gens* ». Tandis que le maire de Chalette, Franck Demaumont (PC), qui n'a pas été prévenu, accuse, lui, la ville d'Orléans de vouloir « *se débarrasser de ses migrants* ».

Midi-Pyrénées

Toulouse. Camp des Roms : « éviter les amalgames »

La Dépêche.fr, 23 février 2010

A la suite des opérations de police menées dans le camp des Roms du chemin de la Flambère et dans une maison de la rue Vauquelin, le Collectif solidarité Roms de Toulouse, après les Verts, tient à souligner « *qu'aucune interpellation n'a eu lieu au sein de la communauté de la Flambère* ». Il souligne que, depuis 2002, le camp n'a connu aucune situation délictuelle, malgré la précarité, et que tous les enfants sont scolarisés. Le Collectif souhaite désamorcer tout amalgame qui nourrirait les préjugés dans l'esprit du grand public. La police nie toute violence dans son intervention, car, le camp étant un lieu de transit, les objectifs qu'ils poursuivaient sont partis. Quatre personnes ont été mises en examen, rue Vauquelin, notamment un couple accusé d'une escroquerie de 500.000 €.

Nord-Pas-de-Calais

Lille. De jeunes Roms avaient vidé un horodateur

Nord Eclair, 19 février 2010

Sept jeunes Roms, dont un seul est majeur et les autres sont âgés de moins de dix ans, ont été interpellés mercredi alors qu'ils venaient de vider un horodateur rue Jean-Sans-Peur. Ils ont été libérés après garde à vue pour le plus grand et audition libre pour les autres. Il s'agit « *de mineurs poussés par la misère, influencés par des adultes et qui parlent à peine le français* » confie la police.

Roubaix

Où en est la démocratie participative ?

Nord Eclair, 17 février 2010

Au cours de l'assemblée générale du conseil de quartier ECHO (Entrepot-Cartigny-Hutin-Oran) de Roubaix, Jean-Marie Deweer, administrateur et membre du conseil a démissionné en critiquant la démocratie participative roubaisienne. Parmi ses griefs, la façon dont a été gérée la concertation touchant à l'installation des bungalows roms : « *A la première réunion, il y avait des personnes foncièrement hostiles aux Roms, et d'autres qui connaissaient de sérieux problèmes de voisinage. Elles n'exprimaient aucune agressivité, elles demandaient qu'on trouve une solution. On ne les a pas écoutées* ».

Roubaix. Au Nord, les Roms sont bienvenus !

La Voix du Nord, 20 février 2010

Autrefois hostile, le comité de quartier ECHO n'a relevé aucun problème depuis l'arrivée, le 6 janvier, des familles roms dans les mobil-homes implantés à Entrepont. La vice-présidente demande même qu'on enlève les grillages : « *ce ne sont pas des bêtes* dit-elle, *sans compter qu'ils n'ont pas beaucoup de place* ».

Roubaix. La carte qui change tout

La Voix du Nord, 23 février 2010

Les pêcheurs qui voient les Roms s'installer le long du canal sont effrayés par le déversement des déchets, les bains des enfants et le lavage du linge directement dans l'eau. Pourtant un Rom a pris récemment sa carte de pêche. N'est-ce pas une belle preuve du « Vivre ensemble » ?

Pays de Loire

Agglomération nantaise

Les familles roms expulsées des anciens abattoirs de Rezé

20 Minutes.fr, 19 février 2010

Hier matin, 20 à 25 familles ont été délogées des anciens abattoirs de Rezé où ils étaient installés depuis trois mois. Sans contester l'illégalité de la situation, Médecins du Monde (MDM) juge que « *ces expulsions à répétition ne font que reporter le problème ailleurs* ».

Roms : expulsion sans heurt

Presse Océan, 19 février 2010

Plus de cent policiers et CRS ont expulsé une trentaine de familles, soit une centaine de personnes, des anciens abattoirs de Rezé. Quelques éclats de voix, quelques pleurs d'enfants : malgré quelques moments de tension, la colère des Roms est restée contenue. Alors que les élus, présents pendant l'opération, répètent que « *ce n'est pas à la seule ville de Rezé de régler cette situation* », les associations de défense des droits de l'Homme ne peuvent que répéter qu' « *on ne fait que repousser le problème* ». La plupart des Roms expulsés sont allés s'installer sur un terrain à Carquefou, dont le maire s'est manifesté auprès de la préfecture.

Des Roms expulsés des anciens abattoirs de Rezé

Ouest-France, 19 février 2010

Un impressionnant dispositif policier a été déployé hier, avec dispositif de sécurité et pelleteuses et camions d'enlèvement, pour l'expulsion des familles roms installées sur le terrain des anciens abattoirs de Rezé : « *ce n'est pas humain, cette façon de procéder* », proteste Annick Piau (Médecins du Monde-MDM). Les caravanes se sont finalement dirigées vers Carquefou où elles se sont rassemblées sur un terrain où doit être aménagé une zone d'activité. Le maire va saisir le préfet et se tourne vers la métropole pour « *rechercher une solution rapide à ce problème auquel les communes ne peuvent faire face seules* ». Les familles veulent protester. Un appel à manifestation pour demain relayé par le Collectif nantais Romeurope a été lancé. En même temps d'autres camps, place Sarrail, en bord de Sèvre, et une maison chemin de la Motte, sont en procédure d'expulsion.

Le sort des Roms mobilise une cinquantaine de militants devant la préfecture

Ouest-France, 19 février 2010

Une cinquantaine de militants associatifs, et cinq Roms, ont manifesté devant la préfecture de Loire-Atlantique à Nantes. Malgré cette faible mobilisation, les associations ont noté que le préfet « *n'exprime pas le refus de débattre contrairement à certains élus locaux* ».

Roms : Carquefou veut une réunion

Ouest-France, 25 février 2010

Expulsées de Rézé, de nouvelles familles roms sont venues grossir les groupes déjà installés à Carquefou depuis plusieurs mois. Le maire, Claude Guillet, réclame une réunion, sous l'égide de la préfecture avec tous les partenaires institutionnels impliqués, le Conseil régional des Pays de Loire, le conseil général de Loire-Atlantique et la Communauté urbaine de Nantes.

Des pavés dans la Loire

Ouest-France, 26 février 2010

Les autorités ont choisi leur moment pour expulser les Roms du terrain des Abattoirs, juste quand sort le film de Tony Gatlif sur les Tsiganes sous le régime de Pétain, « Liberté ». Si les Roms nantais ne finiront pas derrière les barbelés, il n'empêche que certaines images du film ramènent aux images des expulsions et vice-versa. Pour son film, Tony Gatlif est allé engager des figurants en Roumanie. Il aurait pu en trouver aux Abattoirs. Mais, voilà, ils n'ont pas droit de travailler.

Rhône-Alpes

Lyon. L'expulsion des Roms n'est pas programmée

Le Progrès, 21 février 2010

Depuis plusieurs mois, une centaine de Roms occupe une bande de terrain entre les rails du TGV et celles du tram T3-Lea, dans le quartier Vilette-Paul-Bert (Lyon 3ème), où les familles ont installé des maisons de bois et de cartons. Les riverains s'inquiètent de la précarité de la situation et des dangers au niveau de la sécurité : un incendie en début de semaine, des risques sanitaires (immondices), ceci en plein cœur de Lyon. Le terrain appartient au Conseil général du Rhône qui doit y construire ses archives départementales. Une première demande d'expulsion a été rejetée par la justice en novembre 2009. L'un des responsables juridiques du Conseil général précise qu'« *un dossier est bien en cours d'instruction et que le début des travaux nécessitera bien l'évacuation, mais qu'aucune demande d'évacuation n'est pour l'instant programmée* ».

CULTURE

Son livre sur le camp tsigane a inspiré Tony Gatlif

Ouest France.fr, 22 février 2010

Le film de Tony Gatlif, « Liberté », qui sort mercredi sur les écrans, trouve son origine dans un livre sur le camp de concentration de Tsiganes de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire). Son auteur, Jacques Sigot, arrivé, il y a trente ans, comme instituteur dans la commune, a enquêté sur le camp où se retrouvèrent enfermés, pendant la guerre de 39-45 entre 2500 et 3000 Tsiganes. Ces camps de concentration, créés à la fin de la 3ème République en avril 1940 (et fermés en 1946 seulement), étaient gardés par des gendarmes français. De là l'histoire, véridique, de Taloche (en fait Toloche), ce tzigane belge enfermé à Montreuil. Mais Jacques Sigot a, depuis, trouvé de nouveaux éléments qui corrigent l'histoire, telle qu'elle est racontée dans le film. Devenu sédentaire, avec l'appui d'un notaire, Toloche a pu sortir du camp avant de retourner en Belgique où il fut arrêté par les Allemands, puis envoyé à Auschwitz, Buchenwald et Bergen-Belsen, d'où il a été libéré en avril 1945.

Le temps des Gitans

MediaPart, 22 février 2010

Avec son film « Liberté », Tony Gatlif vient combler un vide culturel majeur, car il n'existe très peu de livres et de films sur les Tsiganes et quasiment rien sur leur déportation pendant la deuxième guerre mondiale (Sumdaripen, « l'holocauste des Roms »). « Liberté » raconte l'histoire de Tsiganes arrivant dans un petit village de la France occupée, aidés par le maire et l'institutrice, mais qui finiront par se faire rattraper par la police française. Pour Tony Gatlif, « *les Tsiganes ont toujours été les bêtes noires de la société organisée* ». Ce qui se confirme de nos jours. En Roumanie, en Hongrie, en Italie, on a constaté des passages à l'acte violents, voire meurtriers, à leur rencontre. Récemment un élu de la Ligue du Nord a suggéré « *d'éliminer* » les enfants Roms qui volent les personnes âgées et des incendies criminels ont touché des camps de la région de Naples en 2007. Et Tony Gatlif parle aussi, en France, des ghettos de Roms, camps gardés où l'on n'entre qu'avec une carte de résident.

Tony Gatlif : « un film pour raconter ce qui a été oublié »

20 minutes.fr, 24 février 2010

Tony Gatlif parle de son film « Liberté » qui évoque le sort des Tsiganes sous l'occupation. « *Cette histoire a été volontairement ignorée. J'ai fait ce film pour raconter ce qui avait été oublié* ». Le film a été soutenu dès le départ par Canal + et France 3. Et le réalisateur défend ainsi son parti pris esthétique : « *l'approche poétique me semblait plus forte qu'un pathos dégoulinant. Il est essentiel de laisser s'épanouir l'émotion plutôt que de la provoquer brutalement* ».

Devoir de mémoire rom

Le Temps.ch, 24 février 2010

Même si on fait des réserves sur le cinéma de Tony Gatlif trop « brut », et pas assez pensé, " Liberté" fait partie de ses meilleurs films. On retrouve ici une certaine incapacité à approfondir les personnages et à mener une narration cohérente, mais l'élan et le talent visuel l'emportent sur le côté compassé de la reconstitution. Un film d'utilité publique donc, qui rappelle les 250 à 500000 Gitans assassinés par les nazis.

« Si quelqu'un s'inquiète de notre absence... »

Le Monde, 24 février 2010

Depuis le temps qu'il met en scène le destin des Roms (Les *Princes*, *Latcho Drom*, *Swing*), Tony Gatlif devait bien croiser un jour la question du génocide. C'est ce qu'il fait dans « Liberté », son meilleur film. Mais, pour ce sujet jamais traité auparavant au cinéma, il s'est donné la liberté de ne pas reconstituer frontalement l'extermination, de prendre la tangente romanesque à partir de chroniques historiques, et il insuffle à son film une poignante légèreté. Ce sont mille détails qu'il faudrait relever

pour évoquer l'élégance drôle et tragique de l'émotion. Les paroles de la chanson de la fin, chantée par Catherine Ringer, pourraient donner une idée plus précise du ton particulier du film : « *Si quelqu'un s'inquiète de notre absence/Dites-lui qu'on a été jeté du ciel et de la lumière/Nous les seigneurs de ce vaste univers* ». Ce film est aussi « *historiquement très juste* » d'après Marie-Christine Hubert, auteur d'une thèse sur les Tsiganes en France pendant la guerre, même s'il n'y a pas eu d'internement systématique (6 500 tsiganes ont été « parqués » sur 40.000) ni de déportation de masse des Tsiganes français, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays occupés. 145 Français figurent parmi les 20 000 Tsiganes morts à Auschwitz.

Le 8ème festival du film et forum international sur les droits humains aura lieu à Genève dès le 5 mars

TSR, 23 février 2010

Le 8ème festival du film et forum international sur les droits humains se tiendra du 5 au 14 mars à Genève. Parmi les thèmes retenus : Iran, Birmanie, Chine, Roms. Le jury est présidé par Jean-Marie Le Clézio, prix Nobel de littérature 2008.

Son chemin mène aux Roms

Paris-Normandie, 8 février 2010

Tony Gatlif était, ce vendredi, l'invité de l'UGC pour une avant-première de son film « *La Liberté* ». Il a précisé que son film, qui parle de la déportation des Tsiganes pendant la guerre, n'était pas un documentaire, mais qu'il avait « *une dimension pédagogique* ». Un cinéma engagé donc, mais qui vise à l'universalité, porté par une musique écrite tout au long du tournage.

« Sorry », Footsbarn réveille les morts

Libération, 11 février 2010

Dans son nouveau spectacle, la célèbre troupe anglaise, qui a vu le jour en Cornouailles en 1971 et s'est installée dans l'Allier en 1990, transforme un enterrement en profusion foutraque. Pour cette pièce de théâtre « *pour clowns, croque-morts, chevaux, poules, tracteurs, tziganes, enfants, chiens, moutons, violonistes, chanteurs lyriques, cadavres, dieux, techniciens, zélotes et une poignée de piment* », le Footsbarn s'est associé à deux autres compagnies : les Fusains et le Cirque tzigane Werdyn.

Théâtre de l'Épée de bois, Cartoucherie de Vincennes, jusqu'au 28 février, puis tournée en Angleterre, Belgique, Suisse et dans le sud de la France.